

Prix des médicaments et menaces de Trump: un dossier chaud atterrit à Berne

SANTÉ La session parlementaire qui s'ouvre ce lundi sera l'occasion de remettre le prix des produits pharmaceutiques sur la table des élus. Le sujet est devenu explosif, entre pressions américaines sur l'industrie et coûts de la santé en Suisse. La Confédération peut-elle défendre la pharma sans trahir les payeurs de primes?

ANNICK CHEVILLOT, BERNE

La question du prix des médicaments en Suisse a changé de dimension. Longtemps cantonnée à un débat interne sur la maîtrise des coûts de la santé, elle est désormais traversée par des tensions géopolitiques. Depuis le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, Washington pousse le principe de la «clause de la nation la plus favorisée»: aligner les prix américains sur les plus bas pratiqués dans un panier de pays de référence, dont la Suisse. Dans le même temps, le président américain a brandi la menace de droits de douane élevés sur les produits pharmaceutiques importés si les prix ne baissent pas aux Etats-Unis.

Or le marché américain représente environ la moitié du marché pharmaceutique mondial, quand la Suisse ne pèse que 0,5%. Ce déséquilibre change l'équation: si les prix suisses servent de référence pour faire baisser les prix américains, les entreprises ont intérêt à éviter qu'ils ne soient trop bas en Suisse. La tentation est grande de relever les prix dans les pays de comparaison afin de limiter la baisse outre-Atlantique.

Face à ces pressions, le Conseil fédéral a institué mi-janvier un groupe de travail baptisé «Place économique Life Sciences», sous l'égide d'Elisabeth Baume-Schneider et de Guy Parmelin. Officiellement, il s'agit d'examiner les conditions-cadres de la place pharmaceutique suisse et de formuler, d'ici à la fin de l'année, des propositions concrètes pour relever les principaux défis du secteur. Selon le *SonntagsBlick*, le groupe s'est déjà réuni à deux reprises, un rythme révélateur de l'urgence. L'augmentation des prix des médicaments en Suisse y accapare les discussions, selon plusieurs sources.

Où sont les assurances maladie?

Un autre élément frappe lorsqu'on observe la composition de ce groupe de travail. Les assureurs maladie n'y sont pas représentés, alors même que ce sont eux – et, définitivement, les assurés – qui financent les médicaments



«On ne peut pas expliquer à nos assurés qu'ils doivent payer plus cher pour améliorer les prix aux Etats-Unis»

ERICH ETTLIN, CONSEILLER AUX ÉTATS (LE CENTRE/OW)

via l'assurance obligatoire des soins (AOS). L'absence formelle de la faitière Prio.swiss interroge: le débat est-il traité d'abord comme une question de politique industrielle plutôt que comme un enjeu de coûts soumis à la LAMal? Chez Prio.swiss, la réponse est claire: «Nous reconnaissons l'importance de l'industrie pharmaceutique pour le pays, souligne son porte-parole, Ivo Giudicetti. Nous ne pensons toutefois pas qu'une augmentation artificielle des prix en Suisse soit la bonne solution.» Il rappelle que les médicaments, dans le pays, figurent déjà parmi les plus chers au monde. En dix ans, les prix des nouveaux produits ont augmenté de 80%. Entre 2014 et 2024, les coûts totaux des médicaments dans l'AOS ont atteint environ 9 milliards de francs, soit une hausse de 64%.

De son côté, Elisabeth Baume-Schneider a pris position le 21 décembre dans le *SonntagsBlick*, avant le lancement du groupe de travail: «Les payeurs de primes en Suisse ne peuvent et ne doivent pas financer, par leurs primes, des baisses de prix aux Etats-Unis.» Le Conseil fédéral travaille toutefois avec l'industrie pour améliorer les conditions en Suisse, notamment en matière d'accès au marché, de recherche clinique et de relations réglementées avec l'Union européenne. Comme pour confirmer sa volonté, elle a mis en consultation le deuxième paquet de mesures visant à maîtriser les coûts

de la santé, essentiellement dédié aux médicaments, le 19 février. Ce que regrette l'industrie, qui craint que le processus politique ne soit court-circuité par les discussions du groupe de travail. Pourtant, les arguments de la pharma sont connus, tout comme la pression exercée sur les prix. Des entreprises comme Roche et Novartis réalisent une part essentielle de leur chiffre d'affaires aux Etats-Unis. Selon les chiffres avancés par le secteur, les médicaments innovants protégés par brevet – principalement concernés par la nouvelle politique américaine – «ne représentent que 8% de l'ensemble des coûts de la santé pris en charge par les caisses maladie», souligne Michèle Sierro, responsable communication d'Interpharma, faitière des entreprises pharmaceutiques suisses. «Seuls 47% environ des médicaments innovants nouvellement autorisés par l'Agence européenne des médicaments sont pleinement disponibles en Suisse. En Allemagne, ce chiffre atteint près de 90%.» Trop de pression sur les prix, avertit-elle, pourrait retarder la mise sur le marché suisse, voire conduire à des renoncements, avec un risque pour l'approvisionnement et l'accès des patients aux nouvelles thérapies.

notamment au sein de la Commission de la santé. Contactés, ils réagissent de manière contrastée. Prudent, l'influent conseiller aux Etats Erich Ettl (Le Centre/OW) estime que l'objectif de l'industrie est de justifier les prix plus élevés pratiqués aux Etats-Unis, tandis que les Américains cherchent le prix le plus avantageux dans un panier de pays afin de réduire les leurs.

«D'un point de vue économique, il est logique pour l'industrie d'avoir des prix plus élevés en Suisse, car son chiffre d'affaires principal est réalisé aux Etats-Unis. Cependant, on ne peut pas expliquer à nos assurés qu'ils doivent payer plus cher pour améliorer les prix aux Etats-Unis.» Beaucoup d'éléments restent flous quant au mode de calcul exact de ce panier de référence, souligne-t-il, appelant à agir avec retenue.

«Ça devient obscène»

Benjamin Roduit (Le Centre/VS) partage cet avis à quelques nuances près. Pour le conseiller national, une hausse des prix en Suisse pour apaiser la relation commerciale avec les Etats-Unis «n'est pas à l'ordre du jour». Il rappelle que l'industrie pharmaceutique contribue fortement à la prospérité du pays: 10% du PIB, 50 à 60% des exportations, 15 000 emplois et environ 4 milliards d'impôts par an. «Il ne s'agit pas simplement d'opposer nos primes maladie à cette composante essentielle de notre pouvoir d'achat.»

«Ça devient obscène»

A gauche, la question irrite davantage. La conseillère nationale Léonore Porchet (Les Vert-e-s/VD) estime que vouloir augmenter les prix en Suisse pour les faire baisser aux Etats-Unis est «scandaleux»: «Cette idée revient à utiliser l'assurance obligatoire des soins et les primes maladie pour faire de la promotion économique.» Le sénateur Pierre-Yves Maillard (PS/VD) parle d'une perspective «inacceptable: si l'industrie a besoin de subventions publiques pour protéger ses bénéficiaires, qu'elle s'adresse à d'autres payeurs que les payeurs de primes. Ces milieux refusent la politique industrielle quand il s'agit d'intervention étatique, mais sollicitent toujours plus la prime par tête, le prélèvement le plus injuste qui soit. Ça devient obscène.»

La Suisse se retrouve ainsi sur une ligne de crête. Le débat qui s'ouvre à Berne ne porte plus seulement sur des mécanismes tarifaires. Il pose une question de fond: jusqu'où un pays doit-il adapter son système de santé pour répondre à des rapports de force internationaux? ■

«Si l'industrie a besoin de subventions pour protéger ses bénéficiaires, qu'elle s'adresse à d'autres payeurs que les payeurs de primes»

PIERRE-YVES MAILLARD, CONSEILLER AUX ÉTATS (PS/VD)

Le débat devrait sortir des salons feutrés de la Berne fédérale avec le début de la session parlementaire. Mardi, le Conseil aux Etats se penche sur une initiative déposée par le canton du Jura en 2019: «Stopper une évolution scandaleuse des prix des médicaments», qui cible notamment les anticancéreux. La question des prix sera également au cœur d'autres objets traités durant cette session.

Les élus en ont conscience et mesurent les pressions actuelles,